

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Babacar KANTE.....	9
--------------------	---

ARTICLES

LA CONSTITUTIONNALITÉ DE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE-SANTÉ AUX ÉTATS-UNIS : BROCOLI, FÉDÉRALISME ET STRATÉGIE(S) AU MENU DE LA COUR SUPRÊME »	
Idris FASSASSI.....	13
DOUTE SÉRIEUX DANS LE CONTRÔLE DE CASSATION DE L'ERREUR DE DROIT EN MATIÈRE DE RÉFÉRÉ LIBERTÉ	
Benjamin HACHEM.....	41
CAUSALITÉ INCERTAINE ET PERTE DE CHANCE EN DROIT DE LA RESPONSABILITÉ PUBLIQUE HOSPITALIÈRE	
Ibrahim MBROUP.....	57
LA CRÉATION DE LA RÉPUBLIQUE DU SOUDAN DU SUD	
Brusil Miranda METOU.....	75
RÉFLEXIONS SUR L'EXISTENCE D'UN « TABOU DU CONSTITUTIONNALISME » EN DROIT ADMINISTRATIF : LA THÉORIE DE LA LOI ÉCRAN EN FRANCE ET AU CAMEROUN	
Robert Mballa OWONA.....	119
L'INTERVENTION DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE	
Christian Eninam TRIMUA.....	155
LA CEDH ET LE JUGE FINANCIER	
Gilbert ORSONI.....	191
DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL	
Jean-Marie PONTIER.....	199

JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE FRANÇAISE : SÉLECTION DE DÉCISIONS DE JUSTICE

- Référé liberté, voie de fait, emprise irrégulière : redéfinition des notions, champ d'application et extension de la compétence du juge administratif : CE 23 janvier 2013, *Commune de Chirongui*, n° 365262 ; TC, 17 juin 2013, *Bergoend c. Société ERDF Anancy Léman*, n° 3911 ; TC 9 décembre 2013, *M. et M^{me} Panizzon c. Commune de Saint-Palais-sur-mer*, n° 3931 ; Cass. civ. 1^{re}, 13 mai 2014, *commune d'Uzerche*, n° 12-28.248.219
- Police administrative : les ordonnances « Dieudonné » ou la validation discutable par le Conseil d'Etat de la légalité de l'interdiction d'un spectacle par la police générale : TA de Nantes, 9 janvier 2014, *Société Les Productions de la Plume et M. D.*, requête n° 1400110 ; CE, 9 janvier 2014, *Ministre de l'Intérieur*

c. <i>Société Les Productions de la Plume et M. Dieudonné M'Bala M'Bala</i> , n° 374508 ; CE ordonnance, 10 janvier 2014, <i>Société Les Productions de la Plume c. Maire de Tours</i> , req. n° 374528 ; CE ordonnance, 11 janvier 2014, <i>Société Les Productions de la Plume c. Maire d'Orléans</i> , req. n° 374552.....	228
- Contrats administratifs – Le Conseil d'État admet désormais la recevabilité des tiers à saisir, dans certaines conditions, le juge du contrat d'un recours en contestation de validité du contrat administratif : CE 4 avril 2014, <i>Département de Tarn et Garonne</i> , req. n° 358994.....	245
- Contrats administratifs – Résiliation du contrat administratif à l'initiative du cocontractant de la personne publique : possibilités et limites, CE, 8 octobre 2014, <i>Sté Grenke location</i> , 370644.....	250